

Déclaration par Raissa Nadège Leka Madou (CAOPA) au nom des signataires sur le point #6 de l'ordre du jour – « Décisions et recommandations émanant de la 19e session du Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches, 11-15 septembre 2023 »

Vers une meilleure reconnaissance du travail des femmes dans la pêche artisanale

En Afrique, en Asie et en Amérique Latine, comme dans de nombreux pays en développement, les femmes constituent le maillon essentiel pour amener le poisson aux consommateurs. Pourtant, comme l'a mis en lumière le rapport *Illuminating Hidden Harvests*, leur travail n'est toujours pas reconnu, leur apport, y compris en termes d'innovation, n'est pas valorisé, et leurs conditions de travail et de vie sont désastreuses. En outre, les femmes sont sous-représentées dans de nombreuses organisations professionnelles et dans les systèmes de gouvernance.

Pour permettre aux pays en développement et aux petits producteurs de participer plus efficacement au commerce du poisson, il est essentiel de reconnaître le rôle des femmes dans la pêche et l'aquaculture artisanales et d'œuvrer à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Cela pourrait se faire à plusieurs niveaux :

Tout d'abord, par la collecte de données ventilées par sexe. Les statistiques officielles négligent la pêche artisanale dans son ensemble, en particulier les femmes. Il sera important d'améliorer la collecte de données ventilées par sexe et la diffusion d'informations sur le secteur et le rôle des femmes, afin de visibiliser davantage leur contribution – via la transformation et le commerce du poisson en particulier – à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et à l'utilisation durable des océans.

Il est également important de donner aux femmes les moyens de s'organiser activement et de s'impliquer dans les organisations professionnelles et les processus décisionnels existants, y compris les décisions relatives à la gestion des pêches et à l'utilisation des zones côtières. Une mauvaise gestion des pêches entraîne une surexploitation des ressources ou le développement d'autres activités en concurrence avec la pêche artisanale (tourisme, exploitation du gaz/pétrole, usines de farine de poisson, etc.), ce qui se répercute directement sur les débarquements de poisson et sur l'approvisionnement des femmes en matières premières.

Il faut également reconnaître que les femmes sont le moteur de nombreuses innovations dans les communautés côtières. Un environnement favorable dans lequel ces innovations peuvent se développer est essentiel pour améliorer l'accès aux marchés de la pêche artisanale et sa contribution à la sécurité alimentaire. Pour ce faire, la priorité doit d'abord être donnée aux investissements dans les services et les infrastructures qui améliorent les conditions de vie des femmes et de leurs familles, tels que des logements décents, des crèches pour les enfants à proximité des sites de transformation du poisson, et la formation à l'utilisation des nouvelles technologies. Mais il s'agit aussi d'assurer l'accès à l'espace côtier pour leurs activités et l'accès au financement pour soutenir l'innovation dans les techniques de transformation et de commercialisation.

Dans de nombreuses régions, il existe des dispositions garantissant la libre circulation des biens et des personnes, mais dans la pratique, il existe encore de nombreux obstacles au commerce régional des produits de la pêche, notamment le harcèlement des femmes sur les sites de transformation, sur les marchés, le long des routes commerciales et lors des contrôles aux frontières.

Le soutien de la FAO à l'introduction de plans d'action nationaux pour la pêche artisanale est le bienvenu. Toutefois, il est essentiel que ces plans d'action soient mis en œuvre selon une approche transparente, participative et sensible à la dimension de genre. En outre, afin de faciliter le commerce

des produits de la pêche artisanale au niveau régional, il conviendrait également d'envisager l'élaboration de plans d'action régionaux.

En ce qui concerne le lien entre les marchés et l'utilisation des ressources halieutiques, les décisions et recommandations émanant de la 19e session du Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches ont mis l'accent sur la question de l'utilisation des petits poissons pélagiques qui, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, constituent la base de la sécurité alimentaire, mais qui, en revanche, sont détournés pour produire de la farine et de l'huile de poisson. Comme le dénoncent depuis des années la société civile et les organisations de pêche artisanale en Afrique, la production de farine et d'huile de poisson en Afrique de l'Ouest est totalement incompatible avec une utilisation durable et rationnelle des ressources. Il est essentiel de donner la priorité à l'utilisation de ces ressources pour la consommation humaine. Par exemple, en étudiant comment augmenter la disponibilité de ces petits poissons pélagiques pour les populations locales à travers les circuits commerciaux traditionnels, mais aussi en améliorant les installations de conservation et de transformation du poisson.

Signataires :

Afrifish-net

AWFISHNET

CAOPA (Confédération africaine des organisations professionnelles de pêche artisanale)

CAPE (Coalition pour des accords de pêche équitables)

CoopeSoliDar R.L.

LARECOTURH (Red de Comunidades Turísticas en Honduras)

LIFE (Pêcheurs à faible impact d'Europe)

Mesa de pescadores artesanales del paisaje marino del Caribe de Honduras (Plateforme des pêcheurs artisans de l'espace maritime du Honduras et des Caraïbes)

Réseau d'aires marines de pêche responsable (Red de Áreas Marinas de Pesca Responsable, Costa Rica)

SSNC (Swedish Society for Nature Conservation)

Declaración sobre el punto nº 6 del orden del día - «Decisiones y recomendaciones del 19º período de sesiones del Subcomité de Comercio Pesquero del COFI, 11-15 de septiembre de 2023»

Es necesario arrojar más luz sobre el trabajo de las mujeres en la pesca artesanal y de pequeña escala

En África, Asia y América Latina, como en muchos países en desarrollo, las mujeres son el eslabón esencial para hacer llegar el pescado a los consumidores. Sin embargo, como lo ha puesto en evidencia el informe [Illuminating Hidden Harvests](#), su trabajo sigue sin ser reconocido, su contribución, incluso en términos de innovación, no se valora, y sus condiciones de trabajo y de vida son desastrosas. Además, están insuficientemente representadas en muchas organizaciones profesionales y sistemas de gobernanza.

Para que los países en desarrollo y los pequeños productores puedan participar más eficazmente en el comercio de pescado, es vital reconocer el papel de las mujeres en la pesca y la acuicultura artesanal y en pequeña escala, y trabajar para mejorar sus condiciones de vida y de trabajo.

Esto podría hacerse a varios niveles:

En primer lugar, mediante la recopilación de datos desglosados por género. La pesca artesanal y en pequeña escala en su conjunto está desatendida en las estadísticas oficiales, sobre todo las mujeres. Por ello, será importante mejorar la recopilación de datos desglosados por género, así como la difusión de información sobre el sector y el papel de las mujeres. Esto permitirá que sus contribuciones, en el procesado y el comercio del pescado en particular, a la seguridad alimentaria, los medios de subsistencia y el uso sostenible de los océanos, sean más visibles.

En segundo lugar, es importante dar a las mujeres los medios para organizarse activamente y participar en las organizaciones profesionales existentes y en los procesos de toma de decisiones, incluidas las decisiones relativas a la gestión de la pesca y el uso de las zonas costeras. La mala gestión de la pesca, que conduce a la sobreexplotación de los recursos, o el desarrollo de otras actividades que compiten con la pesca artesanal (turismo, explotación de gas y petróleo, fábricas de harina de pescado, etc.) tienen un impacto directo en los desembarques de pescado y en el abastecimiento de las mujeres en materias primas.

También hay que reconocer que las mujeres son las iniciadoras de muchas innovaciones en las comunidades costeras. Un entorno favorable en el que puedan desarrollarse estas innovaciones es esencial para mejorar el acceso de la pesca artesanal a los mercados y su contribución a la seguridad alimentaria. Para lograrlo, en primer lugar hay que dar prioridad a la inversión en servicios e infraestructuras que mejoren las condiciones de vida de las mujeres y sus familias, como una vivienda digna, guarderías para los niños cerca de los lugares de procesado del pescado y formación en el uso de nuevas tecnologías. Pero también significa facilitar el acceso al espacio costero para sus actividades y el acceso a la financiación para apoyar la innovación en las técnicas de procesamiento y comercialización.

En muchas regiones existen disposiciones que consagran la libre circulación de bienes y personas, pero en la práctica siguen existiendo muchas barreras al comercio regional de productos pesqueros, entre ellas el acoso a las mujeres en los lugares de transformación, los mercados, a lo largo de las rutas comerciales y en los controles fronterizos.

El apoyo de la FAO a la introducción de planes de acción nacionales para la pesca artesanal es bienvenido. Sin embargo, es esencial que estos planes de acción se apliquen con un enfoque transparente, participativo y sensible a las cuestiones de género. Además, para facilitar el comercio de productos pesqueros artesanales a escala regional, también debería pensarse en desarrollar planes de acción regionales.

En cuanto a la conexión entre los mercados y el uso de los recursos pesqueros, las decisiones y recomendaciones de la Decimonovena Sesión del Subcomité de Comercio Pesquero del COFI hicieron hincapié en la cuestión del uso de los pequeños peces pelágicos, que en muchos países de África Occidental son la base de la seguridad alimentaria, pero que se desvían para producir harina y aceite de pescado. Como vienen denunciando desde hace años la sociedad civil y las organizaciones de pescadores artesanales de África, **la producción de harina y aceite de pescado en África Occidental es totalmente incompatible con el uso sostenible y racional de los recursos. Es esencial dar prioridad al uso de estos recursos para el consumo humano.** Por ejemplo, estudiando cómo aumentar la disponibilidad de estos pequeños peces pelágicos para las poblaciones locales a través de los canales comerciales tradicionales, pero también mejorando las instalaciones de conservación y transformación del pescado.

Firmantes:

Afrifish-net

AWFISHNET

CAOPA (African Confederation of Professional Artisanal Fisheries Organisations)

CFFA (Coalition for Fair Fisheries Arrangements)

CoopeSoliDar R.L.

LARECOTURH (La Red de Comunidades Turísticas en Honduras)

LIFE (Pescadores de bajo impacto de Europa)

Mesa de pescadores artesanales del paisaje marino del Caribe de Honduras

RAMPR (Red de Áreas Marinas de Pesca Responsable)

SSNC (Swedish Society for Nature Conservation)

Statement on agenda item #6 – “Decisions and recommendations of the Nineteenth Session of the COFI Sub-Committee on Fish Trade, 11-15 September 2023”

More light needs to be shed on women’s work in artisanal fisheries

In Africa, Asia and Latin America, as in many developing countries, women are the essential link for bringing fish to consumers. Nevertheless, as the Illuminating Hidden Harvests initiative has shown, their work is still not recognised, their contribution, including in terms of innovation, is not valued, and their working and living conditions are often deplorable. Furthermore, they are under-represented in many professional organisations and governance systems.

In order to enable developing countries and small-scale producers to participate more effectively in fish trade, it is vital to recognise the role of women in small-scale fisheries and aquaculture, and to work to improve their living and working conditions.

This could be done at several levels:

First, through the collection of gender-disaggregated data. Artisanal fishing as a whole is neglected in official statistics, and women in particular. It will be important to improve the collection of gender-disaggregated data, and the dissemination of information about the sector and the role of women, so that their contributions, via fish processing and trade in particular, to food security, livelihoods and the sustainable use of the ocean are more visible.

It is also important to give women the means to organise themselves actively and to become involved in existing professional organisations and decision-making processes, including decisions relating to fisheries management and the use of coastal areas. Poor fisheries management, leading to overexploitation of resources, or the development of other activities in competition with small-scale fishing (tourism, gas/oil exploitation, fish meal factories, etc.) have a direct impact on fish landings and on women supplies of raw materials.

It needs also to be recognized that women are the engines of many innovations in coastal communities. A favorable environment in which these innovations can develop is essential to improving access to markets for small-scale fisheries and its contribution to food security. To achieve this, priority must first be given to investment in services and infrastructure that improve the living conditions of women and their families, such as decent housing, day care for children close to fish processing sites, and training in the use of new technologies. But it also means providing access to coastal space for their activities and access to finance to support innovation in processing and marketing techniques.

Provisions exist in many regions enshrining the free movement of goods and people, but in practice there are still many barriers to regional trade in fisheries products, including harassment of women at processing sites, markets, along trade routes and at border controls.

The FAO's support for the introduction of national action plans for small-scale fishing is welcome. However, it is essential that these action plans are implemented using a transparent, participatory and gender-sensitive approach. In addition, in order to facilitate trade in artisanal fisheries products at regional level, thought should also be given to developing regional action plans.

Regarding the connection between markets and the use of fish resources, the decisions and recommendations of the Nineteenth Session of the COFI Sub-Committee on Fish Trade placed the emphasis on the issue of the use of small pelagic fish, which in many West African countries are the basis of food security, but which are diverted to produce fishmeal and fish oil. As civil society and

artisanal fishing organisations in Africa have been denouncing for years, the production of fishmeal and fish oil in West Africa is totally incompatible with the sustainable and rational use of resources. It is essential to prioritise the use of these resources for human consumption. For example, by studying how to increase the availability of these small pelagic fish to local populations through traditional commercial channels, but also by improving facilities for preserving and processing fish.

Signatories:

Afrifish-net

Awfishnet

CAOPA (African Confederation of Professional Artisanal Fisheries Organisations)

CFFA (Coalition for Fair Fisheries Arrangements)

CoopeSoliDar R.L.

LARECOTURH (La Red de Comunidades Turísticas en Honduras)

LIFE (Low Impact Fishers of Europe)

Mesa de pescadores artesanales del paisaje marino del Caribe de Honduras (Platform of artisanal fishers of the Honduran Caribbean Seascape)

Network of Responsible Fishing Marine Areas (Red de Áreas Marinas de Pesca Responsable, Costa Rica)

SSNC (Swedish Society for Nature Conservation)